



## **Comité de gestion exceptionnel du 11 juin 2005**

### **Compte-rendu public**

#### **1- Participants**

Mesdames Toutain, Najarian, Fustier

Messieurs Bougit , Villedey, Delorme, Famularo, Pierret, Lavaine, Joly

#### **2- Ordre du jour**

- Relecture de la lettre aux parents d'élèves concernant l'annulation des élections au Comité de Gestion,
- Présentation des conséquences financières de la sanction prise à l'encontre d'un enseignant lors de la réunion de la Commission Consultative Locale de Recrutement du 29 mai.

#### **3- Résumé des débats et conclusions**

##### **3.1- Relecture de la lettre aux parents d'élèves concernant l'annulation des élections au Comité de Gestion**

Le texte proposé lors de la dernière réunion a été légèrement amendé et la version définitive suivante a été validée par l'ensemble des membres du Comité :  
*« Dans ma lettre du 31 mai 2005, j'indiquais que je suspendais la publication du résultat de l'élection des membres du nouveau Comité de Gestion. Depuis, une réunion extraordinaire du Comité de Gestion s'est tenue le 2 juin, en présence de Monsieur l'Ambassadeur de France. Suite au manque de rigueur dans l'organisation du scrutin, le Comité de Gestion a décidé d'invalidier l'élection et de la reporter lors d'une prochaine Assemblée Générale qui se tiendra après la rentrée scolaire.*

*Conformément aux statuts de l'Association, le comité actuel est maintenu jusqu'à la nouvelle élection. Le Comité de Gestion assument pleinement la responsabilité de ce manque de rigueur et regrette les incompréhensions qu'il a pu susciter. Il veillera à ce que les prochaines élections se déroulent dans des conditions rigoureuses. »*

##### **3.2- Présentation des conséquences financières de la sanction prise à l'encontre d'un enseignant lors de la réunion de la Commission Consultative Locale de Recrutement du 29 mai**

Après un rappel des éléments du dossier et de la position du Proviseur, un débat s'est ouvert sur l'implication du Comité dans le dossier, en regard des statuts de l'Association. Une fois de plus, faute de pouvoir prendre une décision permettant de clore le dossier, le Président propose au Comité de finalement rejeter la recommandation de la CCLR, cette dernière n'étant pas conforme au Code du Travail en vigueur au Qatar et auquel est soumis le contrat de l'enseignant concerné.

Cette proposition est acceptée par le Comité.

Le Proviseur réunira, par conséquent, une nouvelle fois la Commission Consultative Locale de Recrutement qui devra tenir compte de cette contrainte dans le choix de la nouvelle sanction.

**4- Prochaine réunion : sous quinzaine**